VENDREDI 4 FÉVRIER 1949

REDACTION-ADMINISTRATION
 Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
 Paris-10^e C.C.F. 5561-78

FRANCE-COLONIES
 1 AN : 600 FR. — 6 MOIS : 350 FR.
 AUTRES PAYS
 1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
 Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
 et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie
 est la plus haute
 expression de l'or-
 dre. »
 (Misé Reclus.)

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

HITLER AUSSI OFFRE LA PAIX...

Au mois de juin 1948 (1), à propos des premières offres de paix de Marcos, nous écrivions que ce fait éclairait d'un jour singulier la politique internationale, et concluions que Staline, en butte à de nombreuses et lourdes difficultés intérieures et extérieures, cherchait un terrain d'entente.

Depuis lors, et malgré la grave tension provoquée par l'affaire de Berlin et les redomolades des Clay et Compagnie, nous avons toujours soutenu que la guerre froide n'est au moins des impérialismes rivaux, qu'un moyen pour se placer dans la position la plus favorable, lorsque, inéluctablement, sonnera l'heure des tractations consacrant son apaisement. La semaine passée encore, Joyeux, dans son article « Offensive de Paix », nous disait à cette même place: « Les « Grands » font la pause ! Soyons persuadés que cette pause n'aura comme durée, que le temps nécessaire à ce qu'ils acquièrent la certitude de rouler le partenaire, la certitude de battre l'adversaire. »

Ne nous faisons pas trop d'illusion. La paix, hélas ! ne saurait être autre chose qu'un répit. D'ailleurs, nous sommes payés pour savoir ce que valent ces offres de paix, ce que valent ces pactes de non-agression. Et, certains l'ayant oublié, nous rappelons les pactes passés par Staline avec la Finlande, l'Esthonie, la Lituanie, la Lettonie. Nous rappelons que ces « chiffons de papier » n'ont pas empêché le « Père des peuples » d'annexer les pays baltes, après en avoir sollicité la permission à son partenaire d'alors : Hitler.

Mais, pour le moment, la pause est indispensable au boa stalinien. Il vient d'avaler la Chine et a un urgent besoin de dollars pour hâter sa digestion ; et les hurlements de la radio de Moscou, au sujet de la Norvège et de l'Union Occidentale, ne sont qu'apparentes contradictions, le « Mendiant à Main Armée » (2) du Kremlin, étant un maître-chanteur accompli.

Ces propositions de paix à grand fracas, rappellent étrangement celles que nous fit autrefois Hitler, après avoir absorbé la Tchécoslovaquie !

A Washington l'accueil est plutôt froid. On conçoit aisément que les Américains ne tiennent pas du tout à lâcher la proie pour l'ombre, à annuler leur projet de militarisation de l'Europe Occidentale, à livrer, même partiellement, le contrôle de la Ruhr aux Staliniens, en un mot, à abandonner l'élaboration déjà fortement avancée de leur « glacis » défensif, ou offensif selon les circonstances.

Pourtant, l'économie des U.S.A. a un besoin sans cesse plus pressant de débouchés toujours plus vastes, et une détente internationale ferait bien son affaire. La « paix sociale », en France surtout, ne serait plus troublée par le P.C.F., les portes des Républiques Populaires s'ouvriraient largement, et l'immense marché chinois pourrait être exploité paisiblement, après liquidation des nationalistes et reconnaissance de Mao-Tsé-Tung.

Cette contradiction des impératifs politiques et économiques américains, déterminée, dans un proche avenir, le développement du nouveau chapitre des relations russo-américaines.

Mellons à profit la pause qui s'amorce. Forgeons sans relâche l'arme révolutionnaire. Tôt ou tard nous en aurons besoin pour lutter contre la guerre, que préparant, consciemment ou non, deux impérialismes irréductiblement opposés.

(1) Voir le Libertaire n° 133.
(2) Voir le Libertaire, n° 127.

Les Cinq «organisent» L'EUROPE

Ce qu'est le nouvel organisme

— Deux thèses s'affrontaient. D'une part la thèse française : une assemblée européenne composée d'individuaux et dotée de pouvoirs suffisants. D'autre part, la thèse anglaise : un conseil des gouvernements.

— Les « Cinq » se sont mis d'accord sur une solution tardive : le « Conseil de l'Europe » composé des délégués des gouvernements prendra les décisions, traitera, et lui seul, les questions de défenses, siègera bien entendu en séances secrètes, préparera les ordres du jour de l'Assemblée mineure et... ne sera pas responsable devant elle.

L'Assemblée Consultative sera composée de délégués choisis suivant le désir de chaque pays, c'est-à-dire qu'ils seront désignés directement soit par le gouvernement, soit par le Parlement, voire même par voie d'élections.

Qu'ils soient désignés, choisis, cooptés ou élus, n'a d'ailleurs qu'une importance, l'Assemblée consultative n'ayant aucun pouvoir.

Cette assemblée réglera le détail des applications des décisions que le Conseil des gouvernements voudra bien lui communiquer. Elle servira à donner un semblant de satisfaction à la France, une apparence de démocratie à l'ensemble de l'organisation et surtout à caser des petits copains qui sans cela pourraient bien mettre des bâtons dans les roues.

Ce que fera le nouvel organisme

— Quel va être le travail de cette Union Occidentale qui, vraisemblablement, se composera en plus des Cinq et de l'Italie, de l'Allemagne de l'Ouest et de quelques pays parmi les « Dix-neuf » ?

1) Régler et coordonner les échanges commerciaux. Tenter de « sauver les meubles » des économies nationales aux prises avec le capitalisme américain.

2) Intensifier et coordonner le système de défense européen contre une éventuelle agression russe.

3) Lutter contre le communisme sur le terrain économique et social. Beau prétexte (si de préférence il est besoin) pour lutter contre la classe ouvrière.

Voilà donc ce que nous apporte l'accord de Londres.

Fallait-il s'attendre à autre chose ? Qu'ont apporté aux peuples qui les subissent les gouvernements anglais, français, belges, etc... ? Pris en « bloc » ou en détail, des gouvernements sont

toujours des gouvernements, qu'ils dirigent une nation ou qu'ils renforcent en chœur les positions stratégiques, économiques et militaires de leur pays.

La perspective d'être sur-gouvernés ne peut nous sourire : la naissance du bloc européen coïncé entre le colosse

(Suite page 2, col. 4.)

Le 9 Février!

Frogé, militant de la Fédération Anarchiste, comparait devant la Cour d'Appel de Paris pour avoir posé des papillons contre la guerre.

Il se défendit par M. Robert Haas.

Aidez Frogé! Soutenez l'entraide!

La Fédération Anarchiste, elle, continue son combat pour la Paix. Les tribunaux ne pourront empêcher son action!

Et l'Espagne ?

Il fut un temps où l'opinion publique réagissait, et parfois avec violence, à la nouvelle d'un crime politique particulièrement odieux, comme l'assassinat de Sacco et Vanzetti, par exemple. Cette époque nous paraît bien lointaine !

Les hommes, de plus en plus absorbés par les difficultés quotidiennes, se replient sur eux-mêmes et se désintéressent d'un des drames humains les plus poignants, qui se joue à leur porte. Cette dangereuse passivité est naturellement entretenue par les politiciens, les gouvernements et la presse « bien pensante », qui sont toujours hostiles aux manifestations non conformistes.

Qui, aujourd'hui, se soucie réellement du sort de la malheureuse Espagne ? Personne !

Pourtant, en isolant ce pays par le blocus économique — refus d'acheminer les convois ferroviaires, refus d'assurer le trafic maritime — le prolétariat international aurait pu faire échouer à Franco, et sauver des milliers de camps de tortures catholiques, les hommes dont le seul crime est de vouloir rester libres.

Mais les centrales syndicales, asservies aux Etats, utilisées par les impérialismes affrontés comme moyens de manœuvre, ont abandonné le véritable internationalisme des exploités, afin qu'il ne puisse en aucun cas s'opposer aux intrigues de la politique mondiale, afin que le mot « solidarité » soit définitivement remis aux accessoires déshérités !

En France, on a appris aux travailleurs embrigadés, à être Français avant tout. Et, en tant que tels, de se détourner avec indifférence du sort de leurs malheureux frères espagnols, l'essentiel du patriotisme étant la plate servilité et le goût de l'oppression.

La solidarité internationale des exploités n'est plus qu'un souvenir, et il faut que ce soit un intellectuel qui remédie à cette carence : Camus, avec « Etat de Siège » et sa fulgurante réponse au rat d'égout ensoufflé, Gabriel Marcel, réhabilite une conscience humaine, décidément trop occupée d'art culinaire et de ressemblage !

Voilà le seul combat qui ait été livré !

Aux travailleurs, on a dit et redit qu'il fallait retrousser ses manches, qu'il fallait produire, afin que se relève la France. Ils ont eu le tort de le croire et de ne considérer que leurs intérêts immédiats et alimentaires, en quoi d'ailleurs ils se sont encore lourdement trompés ! Et ils ont retroussé leurs manches, et ils ont produit, alors qu'ils auraient dû serrer les poings !

L'abominable fascisme de Franco prospère. Fort de l'appui quasi officiel des Anglo-Saxons, de ses relations commerciales avec Staline, fort de l'appui de l'opinion gaulliste en France et du secteur stratégique qu'il occupe, il va sans doute bientôt rentrer, la tête haute, à l'O.N.U.

Son triomphe, c'est le triomphe de tout ce qui est indigne, criminel, corrompu, c'est le triomphe de la force brutale et de la pestilence ecclésiastique, qui étouffe sous ses noirs jupons, les cris de souffrances des milliers d'innocentes victimes.

Son triomphe est une cruelle défaite prolétarienne.

Mais si nous le voulons, nous pouvons encore abattre ce sanglant Guignol. Prenons garde ! Nous aussi nous avons notre Franco, autour duquel s'agit le même clique de curés, de renégats, de militaires !

Et nous lui préparons sa victoire, en nous taisant toutotement devant le crime tranquille !

ERIC ALBERT. 1

La semaine prochaine nous publierons un article d'un camarade qui a été emprisonné dans les geôles de Franco.

Les cabotins de la main tendue

Staline, placé dans la perspective d'une longue période défavorable à « sa » révolution mondiale a besoin de la paix pour s'organiser dans l'attente

La bourgeoisie française est descendue bien bas, si bas qu'elle n'a même plus conscience de sa déchéance. A l'heure où elle espère sauver le paradis « démocratique » en tentant un emprunt, qui n'a réussi à rendre jusqu'ici que par la grâce de Staline, le maître des tempêtes sociales — à l'heure où le chef du Kremlin peut tout détruire de ce fragile parapet financier sur un ordre de grève générale — à cette heure même, la bourgeoisie française se tourne vers le « père des peuples » et s'écrie : « Qu'il donne des garanties ! »

Ainsi sont les roquets. Ils aboient contre la main qui leur tend la soupe, mais n'en acceptent pas moins la soupe. Ainsi sont les bourgeois qui hurlent aux Américains : « Ne vous laissez pas prendre à la comédie de Moscou ; Moscou doit céder des gages », en oubliant que, sans l'attitude « amicale » de Moscou, l'emprunt, donc le budget, donc le gouvernement, donc la « démocratie » — tout ceci vole en l'air en bien peu de mois...

En fait, et contrairement à ce que répète toute la presse française sur un

ton d'exigence singulièrement disproportionné, le Kremlin a donné des garanties de bonne volonté. Et l'importance que tient la place stratégique française, sur l'échiquier mondial, marque l'importance de ces concessions russes. C'est pourquoi l'offre stalinienne risque finalement d'être prise en considération.

Nous avons répété, dans de précédents articles, que la politique stalinienne était, aujourd'hui, ambivalente. Il lui fallait, d'une part, maintenir la force, la solidité des troupes, leur maniabilité, leur obéissance irraisonnée aux ordres du Kominform ; donc, sur ce point, se raidir en prévision d'une guerre toujours possible. C'est ce qu'on constate, encore aujourd'hui, en lisant l'interminable déclaration Molotov, où il est écrit, noir sur blanc, que l'Amérique ne peut pas vouloir la paix. D'autre part, depuis les discours Cachin, Togliatti, la non-opposition directe à l'emprunt, il semble que l'autre face de la politique russe soit d'offrir la paix aux U.S.A. et de faire des avances concrètes dans ce sens. Durcir l'appareil, adoucir ses manœuvres — somme toute, un paradoxe politique qui n'aurait pas lieu d'être, si les stalinistes n'avaient pas été délivrés par le Parti de tout esprit critique.

Cette dualité politique trouve, aujourd'hui, sa plus haute expression dans la simultanéité de Molotov, déclarant : « Les U.S.A., c'est la guerre inévitable », et de Staline, disant tranquillement : « Nous pouvons faire une déclaration de non-agression en commun avec les U.S.A. », tout en même temps que l'U.R.S.S. accente sa pression sur la Finlande, comme si elle voulait obtenir un dernier avantage avant... la « paix ».

On peut trouver bien des raisons à l'adoucissement de la politique effective des Soviets. En fait, Staline et les siens ont gardé du marxisme la notion de « période historique ». Il y a la période pré-révolutionnaire de la crise qui vient,

(Suite page 2, col. 4.)

L'AFFAIRE KRAVCHENKO Un mauvais choix

Le spectacle tant attendu, clou de la « saison » judiciaire, se déroule enfin, avec, de la part des acteurs, un « dynamisme » qui ne déçoit pas un auditoire, tant intérieur qu'extérieur, alléché par le programme que leur offre le président Durckheim, régisseur discret de cette pièce à grand spectacle.

Il s'agissait de savoir juridiquement, pour les uns, si Kravchenko a écrit son ouvrage. Il s'agissait, pour l'autre, de démontrer qu'il n'était ni un ivrogne, ni un illettré, ni un « traître ».

En fait, les débats ont rapidement débordé le cadre que leur avait assigné le metteur en scène de cette œuvre tragico-comique.

Ce que la curiosité avide veut connaître, c'est la vérité sur la situation sociale en Russie et à travers la personnalité falote des deux « intellectuels engagés », c'est l'ombre complexe et redoutable de l'hermine du Kremlin qui se devine. Très rapidement, la Russie a remplacé à la barre des accusés, les deux crypto-communistes de corvée de prétoire.

Pour les lecteurs de notre journal, le procès est jugé. Le remarquable reportage de notre ami Fontaine, que nous publions actuellement dans notre Libertaire aura tranché la question. Là, sans romantisme, sans érotisme déplacé en de telles circonstances, notre camarade russe échappé du paradis soviétique, par la plume de Fontaine prononce un implacable réquisitoire qui ne sera pas lu à l'audience finale, mais qui n'en reste pas moins, dans sa sobriété, le seul valable.

Ce qui restera la partie la plus étonnante de ce procès, c'est l'incontestable veulerie des « intellectuels », dit « engagés », produit par la défense. Beaucoup d'entre eux, aujourd'hui au « Comité national (sic) des intellectuels », organisation communiste, avaient choisi la « liberté » en 1939 et condamné le pacte germano-soviétique.

(Suite page 2, col. 2.)

L'U.R.S.S. Les grandes enquêtes du « Lib »

vue par un anarchiste LES SYNDICATS (IX)

Nous devons nous entretenir de l'importance du rôle des syndicats en U.R.S.S. Ne faut-il pas d'abord faire un retour en arrière pour rappeler leur origine ?

— En 1917, les syndicats existaient, mais ils avaient peu d'importance. Les Soviets ou Conseils d'Entreprise, organes

nombre des syndiqués, s'il n'y a pas affiliation obligatoire ?

— Il n'y a pas obligation, mais il faut y appartenir pour obtenir plus de 50 % du salaire en cas de maladie, comme je vous l'ai expliqué dernièrement.

— Les syndicats participent-ils, au moins, au fonctionnement des syndicats ?

— Sur la base de l'entreprise, le syndicat est administré par un Comité élu en Assemblée générale. Pour la liaison entre le Comité et les syndiqués, et aussi pour convoquer les réunions, percevoir les cotisations, un Responsable, élu lui aussi en Assemblée générale.

— Ces élections sont-elles une comédie, comme les élections de la direction des kolkhoses ?

— Le Comité Syndical est élu à bulletin secret mais il n'y a, la plupart du temps, que des candidats du parti. Au siège du parti, on traite des candidatures avant les élections. Et c'est en accord avec le parti que le Comité syndical fixe la date de l'élection.

— Avant le vote, un syndiqué membre influent du parti prononce un discours pour influencer le vote.

— Il peut donc se présenter des candidats non présentés par le parti ?

— Cela se produit, mais très rarement. D'abord parce que les ouvriers, après des dizaines d'années de déception, délaissent les activités syndicales. Ils ont perdu tout intérêt, toute activité réelle.

— Ensuite, si un candidat qui n'est pas du parti est élu, il ne peut rien, il se décourage, car le syndicat n'a qu'un rôle ridicule.

— Quelles sont donc les attributions du Syndicat ? Peut-il poser des revendications ?

(Suite page 2, col. 3.)

A GRENOBLE Une comédie électorale

Or donc, les bons habitants de Grenoble s'en furent voter dimanche 23 janvier, ou partirent se promener à la montagne, à moins qu'ils ne préférèrent taper une bolote dans leur bistrot habituel. Trois ou quatre électeurs sur dix ne manifestèrent aucune attirance particulière pour une des listes en présence, ni même pour les élections municipales.

Il y avait pourtant un beau choix de candidats. Les listes avaient été dosées de telle façon qu'il y en eut pour tous les goûts. Chez les communistes, les plus avaient été mélangés avec des « socialistes unitaires » et avec des « chrétiens progressistes »... tous prisonniers sur parole et jurant dur comme fer que l'U.R.S.S. est la grande patrie de la liberté, espérant que leur docilité serait récompensée par des honneurs ou un petit fromage.

Le P.C. se révéla une fois de plus prestidigitateur de talent. Meeting pour les locataires, réunions de quartiers, utilisation des militants cégétistes pour travailler les usines, propagande auprès des vieux, affiches pacifistes, rien ne man-

« Le monde a les yeux tournés vers Grenoble » (DUCLOS et PALEWSKI)

qua. Il y eut même une distribution de beurre extra que les militants bien informés attribuèrent aussitôt à Périnetti, maire communiste depuis 15 jours. Il y eut encore des bons de charbon répartis avec beaucoup de bonheur.

Chez les gens de la 3^e Force, les vieux et jeunes crabes s'unirent. Francis macs gonflés de curés bouffés les vendredis saints, punitives de sacristie et avocallons bouillonneux, veuves de guerre et socialistes combinards, se poussant des coudes et se lançant de furieux coups de pied dans les molets, se mirent en ligne et sourirent à l'électeur.

Quant aux R.P.F., ils prirent la précaution de truffer leur menu de noms incolorés, d'indépendants avides de gloire,

et d'U.D.S.R. rassemblant la fine fleur du commerce local.

Les orateurs ne crachèrent pas sur le boulot. De Paris, virent Palewski et Malraux qui nous parlèrent de la guerre, de la civilisation occidentale et du partage du monde. Duclos et Berlioz étalèrent la panoplie des arguments stalinistes : la paix stalinienne, la liberté stalinienne, le bonheur stalinien, la solution stalinienne de tous les problèmes non stalinistes.

Seuls les gens de la 3^e Force n'apprirent personne à leur secours. Ils s'en firent gloire en disant que pour eux il s'agissait d'une question d'administration municipale. Mais il est évident que la venue de Queuille à Grenoble n'aurait pas soulevé l'enthousiasme des populations.

Les mythes furent utilisés par tous les partis. Il fut question de guerre, de progrès, de péril asiatique, d'impérialisme. Des milliers d'affiches, des dizaines de milliers de tracts et de proclamations, des éditions spéciales, sortirent des presses. Il serait intéressant de connaître ce

(Suite page 2, col. 3.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT

UN PHÉNOMÈNE

Ceux qui n'ont pas connu la misère d'une grande ville... On le traîne de bureau en bureau, les tapis devenaient plus épais...

— Ne parlons pas des grèves. La chose est oubliée depuis longtemps. Il avait encore des grèves dans les premières années du régime. Aujourd'hui, on n'a pas même l'idée de ce qu'est une grève.

Arthur est Pouvrier inscrit au R.F.F. Claude. ARMAND.

Né d'un père alcoolique et d'une mère sans opinion, gens honnêtes et travailleurs... On le traîne de bureau en bureau...

Bien ne permet d'avancer quoi que ce soit sur ses opinions amoureu-ses, politiques ou religieuses.

Un matin de décembre 1947, Arthur errait sur le pavé, le ventre rigoureusement vide, la tête sifflante, les yeux caves et le teint plombé...

Car, ceci est prouvé, Arthur entra, et les événements se précipitèrent.

F. A. Fédération Anarchiste

- 145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est
h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche
2^e REGION
Assemblée générale d'information pour tous les militants de la région parisienne...

LES LIBERTAIRE

Quant aux revendications, n'y pensons pas. Le syndicat ne peut même pas présenter les desiderata des ouvriers...

KRAVCHENKO

(Suite de la 1^{re} page)
avec la maestria qu'on lui connaît. Puis est venue l'occupation. Ceux qui, plus chanceux que Paul Nizan, ont survécu...

Le désir maladif, féminin, de se « froter » à la masse. La volonté de faire pénétrer dans un public plus large une œuvre vouée à l'admiration...

Un Emmanuel d'Astier, aux allures de gentilhomme d'aventures, à l'image de ces cadets désargentés du XVII^e siècle, prêt à « servir » le condottiere en vogue.

Grenoble

(Suite de la 1^{re} page)
que cette campagne électorale aura coûté. Le résultat, c'est que le nouveau Conseil, à peu de choses près, reproduit la physionomie ancienne des partis...

LES LIBERTAIRE

On peut dire, même, que le but principal, l'activité essentielle du syndicat est de demander une augmentation de rendement aux ouvriers...

LES CINQ

(Suite de la 1^{re} page)
américain et le colosse russe, assujéti à l'un sur le terrain économique, menacé par l'autre sur le plan militaire...

LES CABOTINS DE LA MAIN TENDUE

(Suite de la 1^{re} page)
la période révolutionnaire de la crise économique, la période de réaction si la révolution a avorté. Tant que les républicains antidirigistes ont semblé devoir être les successeurs de Truman...

Service de Librairie

- ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS
A. Koestler : Croisades sans croix, 160 francs. La lie de la Terre, 240 fr. Un Testament espagnol, 180 fr. La Tour d'Ézra, 270 fr. A. Sargent : Je suis un mauvais garçon, 110 francs. Giro Aléria : La symphonie péruvienne, 300 fr. W. Russel : Vent d'orage, 300 francs. J. Blanc, Confusion des peines, 255 fr. Jouve, fais son fourbi, 255 fr. Le temps des Hommes, 300 fr. Victor Albas : L'insomnie espagnole, 140 fr. J. Humbert : Sous la Capote, 150 fr. R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. Man Ryner : Face au Public, 200 fr. R. Wagner : La Tétralogie, 250 fr. M. Albert : Les Coupables, 180 fr. Deval : Des Cris sous la Meule, 40 fr. A. Patoni : La Débauche de l'Elle, 150 fr.

LES LIBERTAIRE

fautes professionnelles : amende et blâme en assemblée générale, procès intenté par le directeur en cas de récidive...

Un scandale permanent

La fameuse bataille électorale des « Oui, Oui » et des « Non ! Non ! » est encore présente dans les mémoires.

LES CABOTINS DE LA MAIN TENDUE

(Suite de la 1^{re} page)
Et on voudrait nous faire croire que ces gens qui créent ou conservent les conditions qui immanquablement amènent les guerres...

Service de Librairie

- ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS
A. Koestler : Croisades sans croix, 160 francs. La lie de la Terre, 240 fr. Un Testament espagnol, 180 fr. La Tour d'Ézra, 270 fr. A. Sargent : Je suis un mauvais garçon, 110 francs. Giro Aléria : La symphonie péruvienne, 300 fr. W. Russel : Vent d'orage, 300 francs. J. Blanc, Confusion des peines, 255 fr. Jouve, fais son fourbi, 255 fr. Le temps des Hommes, 300 fr. Victor Albas : L'insomnie espagnole, 140 fr. J. Humbert : Sous la Capote, 150 fr. R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. Man Ryner : Face au Public, 200 fr. R. Wagner : La Tétralogie, 250 fr. M. Albert : Les Coupables, 180 fr. Deval : Des Cris sous la Meule, 40 fr. A. Patoni : La Débauche de l'Elle, 150 fr.

LES LIBERTAIRE

nombreux ? Quelle est leur importance ? Dans toute usine de plus de 500 ouvriers, le président du Comité de Syndicat est permanent. Il est payé de 300 à 400 roubles comme un employé.

LES CABOTINS DE LA MAIN TENDUE

(Suite de la 1^{re} page)
Et on voudrait nous faire croire que ces gens qui créent ou conservent les conditions qui immanquablement amènent les guerres...

Service de Librairie

- ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS
A. Koestler : Croisades sans croix, 160 francs. La lie de la Terre, 240 fr. Un Testament espagnol, 180 fr. La Tour d'Ézra, 270 fr. A. Sargent : Je suis un mauvais garçon, 110 francs. Giro Aléria : La symphonie péruvienne, 300 fr. W. Russel : Vent d'orage, 300 francs. J. Blanc, Confusion des peines, 255 fr. Jouve, fais son fourbi, 255 fr. Le temps des Hommes, 300 fr. Victor Albas : L'insomnie espagnole, 140 fr. J. Humbert : Sous la Capote, 150 fr. R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. Man Ryner : Face au Public, 200 fr. R. Wagner : La Tétralogie, 250 fr. M. Albert : Les Coupables, 180 fr. Deval : Des Cris sous la Meule, 40 fr. A. Patoni : La Débauche de l'Elle, 150 fr.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Citoyen du Monde

LE MENSONGE DU SÉRUM DE VÉRITÉ

L'idée d'un monde sans patrie ni frontières exprime une des plus profondes aspirations humaines, celle de la liberté dans l'unité. Nous la trouvons chez les philosophes grecs, les prophètes hébreux, les citoyens romains. Partout, elle a pris des racines dans la réalité sociale et économique de l'histoire, se renouvelant jusqu'à prendre au XIX^e siècle la forme de l'Internationale des travailleurs. D'une série de conférences données par Michel Collinet au Cercle Libéraire des Etudiants, nous publions les résumés ci-après, jalonnant l'histoire des Précurseurs de l'Internationale de la Renaissance jusqu'au milieu du siècle dernier.

I. — NAISSANCE DE L'ESPRIT COSMOPOLITE MODERNE

BIEN avant le socialisme et le mouvement ouvrier, vers le 16^e siècle, le besoin de l'unité du monde hanta les esprits. Les dédicaments de la réforme avaient mis fin à l'unité religieuse et morale que l'Eglise romaine faisait planer au-dessus des querelles féodales. Les grandes tentatives hégémoniques de Charlemagne, de la dynastie des Plantagenêt, de la maison des Habsbourg, présentée à tort ou à raison comme l'unité temporelle devant accompagner l'unité spirituelle, avaient sombré les unes après les autres. Après Charles-Quint et sa défaite, l'Europe tend à un équilibre des puissances. Mais pendant qu'un grand vide se produit dans les croyances, dans la philosophie où s'éteint le monopole d'Aristote, la bourgeoisie montante sur ses caravelles s'en va explorer le monde. L'unité du monde réapparaît dans les épaves des Indes orientales, l'ivoire du Mozambique et les trésors pillés chez les Incas. Les hommes se ruent vers la richesse et le développement de celle-ci postule l'unité du monde.

CREATION DU MARCHÉ MARITIME MONDIAL

Le mouvement des idées et celui des faits sont mutuellement inséparables. C'est ainsi que l'ère des grandes découvertes est aussi celle des grandes hérités et des grandes explorations spirituelles vers le passé et l'avenir. La navigation interocéanique accompagne la ruine du système d'Aristote, car le monde ouvert ne peut s'accommoder d'une doctrine fermée. C'est le retour au platonisme, au stoïcisme ou au scepticisme. En même temps que les horizons géographiques et intellectuels s'élargissent, se déchaînent les fanatismes religieux, se déchirant sur les ruines du monde catholique. Mais les guerres commencent à changer de sens. A côté des conflits féodaux d'héritages et d'apanages, apparaissent les grandes guerres commerciales. On se bat pour des colonies, pour arracher des monopoles d'Etat. Le commerce maritime, dans la mesure où il s'affranchit des servitudes étatiques, est le véhicule de la richesse et de l'aventure, où excellent les grands marchands et les grands pirates, qui peuvent cumuler leurs fonctions en une même personne — témoins ces « marchand adventurers » lâchés sur les mers sous l'œil protecteur d'Elizabeth d'Angleterre, et dont Drake fut le plus illustre. Avec le commerce international, une seule valeur : le métal précieux, l'or qui

CLASSIQUE DE L'ANARCHISME L'ANARCHIE

volonté révolutionnaire ou vérité scientifique ?

Dans la science, les théories, toujours hypothétiques et provisoires, sont des moyens commodes pour rassembler et lier les faits connus, des instruments utiles pour la recherche, la découverte et l'interprétation des faits nouveaux. Mais elles ne sont pas la vérité. Dans la vie — j'entends dans la vie sociale — ce que certains aiment à donner à leurs désirs et à leurs volontés, c'est une apparence scientifique. Les scientifiques ne disent pas la science qui prévalait dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle produisit cette tendance à considérer comme vérité scientifique — c'est-à-dire : lois naturelles donc nécessaires et fatales — ce qui n'était que la conception correspondante aux divers intérêts et aux diverses aspirations de chacun vers la justice, le progrès, et d'où naquirent le « socialisme scientifique » et aussi l'anarchisme scientifique, lesquels, bien que professés par le plus grand nombre, n'ont toujours paru des conceptions baroques, confondant des choses et des conceptions bien distinctes par nature.

Je puis avoir tort ou raison, mais de toute façon, je me réjouis d'avoir échappé à la mode de l'époque, donc à tout dogmatisme et à toute prétention à posséder la « vérité sociale » absolue. Je suis anarchiste parce qu'il me paraît que l'anarchie répond, mieux que toute autre forme de vie sociale commune, à mon désir du bien pour tous, à mon aspiration vers une société qui concilie la liberté de tous et la coopération et l'amour entre tous, et non parce qu'elle est une vérité scientifique et une loi naturelle. Il me suffit qu'elle ne s'oppose à aucune loi connue de la nature pour que je la considère possible et que je lutte pour conquérir les volontés nécessaires à sa réalisation.

MALATESTA. (Scritti, 2^e volume, 27 avril 1922).

Le Gérant : M. JOYREX.
Impr. Centr. du Croissant, Paris-9.

est sans odeur et sans nationalité. L'or est à la base de l'esprit cosmopolite et concurrentiel, il brise les vieilles corporations qui vivaient dans les ports délaissés. Ainsi, à Anvers, devenu le grand port franc d'Occident, toutes les langues se parlent, et en 1531, y est fondée la première Bourse qui portait l'inscription : « Ouverte aux marchands de toutes les nations ». En même temps, Amsterdam, vers 1550, Londres vers 1570, fondent des bourses ouvertes à tous. Seuls, l'Espagne et le Portugal, pays de monopoles d'Etat, restaient en dehors du circuit monétaire.

Les Contes du Lib.

C'était un grand jour à Sainte-Miche. Monseigneur devait venir, à dix heures précises, inaugurer la maison de retraite qui, grâce à la libéralité de M. le Comte, abriterait désormais les vieux frères économiquement faibles, retirés du sacerdoce.

Les vieux curés étaient rassemblés dans la cour, attendant l'Archevêque.

M. le chanoine Jambon, archiprêtre de la collégiale du chef-lieu d'arrondissement voisin, les passa en revue.

— Tout est prêt ?

— Tout, mon père, dit le doyen, plus âgé que lui de trente ans au moins.

— La chapelle, pour la grand'messe ?

— Oui, mon père.

— La grande salle pour le vin d'honneur ?

— Oui, mon père.

— Le réfectoire, les cuisines ?

— Tout est en ordre. Nous avons même improvisé une petite surpise.

L'archiprêtre fronça les sourcils ; il se défiait des initiatives sèches de ce sévère même du chef-lieu d'arrondissement voisin, qui s'égarait en enfantillages interstifés.

— Une surprise ?

— Nous voulons montrer à Monseigneur que, grâce à M. le Comte, nous ne manquons de rien et que nous possédons même le T.S.F., là-haut, dans le réduit du père Dauzeilles.

— Voulez-vous obliger Sa Grandeur à monter dans ce galetas par une échelle de meunier ?

— Non pas, mon père. Nous avons simplement laissé l'un d'entre nous, le père Rives, près de l'appareil de radio ; il est à son poste, c'est le cas de le dire ! A l'arrivée de Monseigneur, le père Rives le fera aller très fort. Sa Grandeur l'entendra d'ici.

— N'est-ce pas là... comment dirais-je ? une entreprise un peu profane ?

— Non, mon père, car à dix heures,

LA REACTION DES MONARCHIES

Par l'introduction du système barcailre, jusque-là limité à l'Italie, apparaît le capitalisme commercial et manufacturier qui crée des industries nouvelles, non dans le but de satisfaire les besoins locaux (ce à quoi prétendaient et réussissaient les corporations médiévales), mais dans le but d'exporter. Charles-Quint et Henri VIII rendent l'intérêt légitime (1543). Les banques prêtent aux rois et à la noblesse foncière qui hypothèque ses terres.

Mais la résistance à l'internationalisation capitaliste se manifeste sur le continent par les voies, devenues depuis lors traditionnelles, du nationalisme économique, de l'étatisme et de l'autarcie. Dans la France distancée par le trafic maritime de l'Angleterre et de la Hollande, une réaction étatique et autoritaire s'opère à la demande des bourgeois eux-mêmes. L'Etat établit le contrôle du commerce extérieur. Pour échapper au crédit des banquiers génois ou hollandais, il va restreindre les importations, développer l'industrie nationale et favoriser les exportations : il va ainsi déchaîner les guerres commerciales qui ensanglantent le 17^e et une partie du 18^e siècle.

(A suivre.)

La panne de Monseigneur

quand Monseigneur arrivera, le poste diffusera la grand'messe retransmise de Notre-Dame.

Le chanoine Jambon sourit et se frotta les mains. L'attention était délicate ; certainement, Monseigneur la goûterait.

Or, il arriva que le prélat fut mis en retard par une panne de voiture qui l'immobilisa sur la grand'route du diocèse. Il était bien onze heures et demie quand l'automobile épiscopale stoppa devant la maison de retraite des religieux de Sainte-Miche.

De la persienne où il guettait, le père Rives vit la Studebaker s'arrêter ; aussitôt il tourna au maximum le bouton du

A TOUS LES MOUVEMENTS ANARCHISTES

Tout organisation, groupe ou individualité désirant prendre des contacts avec la Fédération Anarchiste Française est prié d'adresser, par le courrier 145, quai de Valmy, Paris 10^e.

Soul le Comité National est habilité pour parler au nom de la F.A.F. toute autre source d'information ne représente que l'avis personnel du correspondant.

Pour le Comité National, Le secrétaire aux Relations Internationales.

La Fédération Anarchiste Française informe tous les mouvements que le camarade Prunier n'est plus secrétaire général de CRIA depuis novembre 1948. Les textes émanant de CRIA sont signés du nouveau secrétaire général le camarade Savoy.

Le Comité National.

Depuis quelque temps la presse bourgeoise française copiant les méthodes de la presse capitaliste américaine, s'efforce de nous faire avaler des enquêtes retentissantes, ou du moins qui tentent, bien en vain, de l'être.

Les pires inepties sont dérites et commentées sans aucun souci de la vérité, ni de l'instruction ou de l'éducation du lecteur. Deux seuls points capitifs : le gros titre et le gros tirage. C'est tout. En général, ces enquêtes, si elles sont empreintes d'un certain sadisme, voire de quelque chose d'un peu trouble ou de morbide sont assurées du plus brillant succès, même si elles soutiennent les pires idioties, les pires mensonges.

Nous venons de subir les « Vérités sur la tuberculose », les « Vérités sur le cancer », « Vérités sur les maisons de redressement », « Vérités sur le scandale des vins », en un mot toutes les vérités, rien que les vérités. La dernière en date est l'application du sérum de vérité.

QU'EST-CE QUE LE SÉRUM DE LA VÉRITÉ ?

Ce n'est pas un sérum au sens réel du mot ; sérum veut dire liquide. Médicalement, on entend liquide issu du sang, par extension, ayant une composition voisine du sang en certains éléments (isotonie) (sérum de Ringer, sérum de Quinton, sérum physiologique, etc.) ; autrement tous les liquides pourraient prendre le nom de « sérum », ainsi, la simple solution de sulfate de morphine serait alors le sérum du sommeil ou le sérum antidouleur, il n'y a donc pas de sérum de vérité. Ce prétendu sérum n'est en réalité qu'un liquide injectable par voie endo-veineuse qui détermine certains phénomènes, dont le premier directement observable est un sommeil rapide, profond et court, tout au moins dans la

EN QUOI CONSISTE LA NARCO-ANALYSE ?

Produire chez le sujet un sommeil très court (1 à 2 minutes) dès les premiers symptômes annonçant le début du réveil, on pose au patient très doucement et très lentement des questions précises, sur ses craintes, ses peines, ses souffrances, etc., etc., le médecin observe et note si son malade « lie » bien ses idées, etc.

Ces observations vont permettre au praticien de former avec un tout petit peu plus de précision son diagnostic sur l'état mental de son client.

Ce produit détermine en effet chez l'homme, l'abolition de certains réflexes, il procure une sensation d'euphorie ; le patient, est dans un état de demi-sommeil, d'engourdissement, état qui ne lui permet pas de réaliser pleinement ce qu'il dit, ni de se rendre compte de la gravité des paroles qu'il prononce, en un mot c'est la perte totale du contrôle personnel. Ceci n'a aucune importance en narco-analyse, mais présente une gravité particulière lorsqu'il s'agit de faire « parler » un prévenu.

DES PROCÉDES DE POLICE OU DE JUSTICE

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'idée est venue à ceux qui sont chargés de faire exécuter les lois (?) d'exercer sur le prévenu certaines manœuvres humanement déplorables, destinées à lui faire perdre le contrôle de son « moi ».

Dans l'antiquité et même à une époque plus récente, la torture constituait un moyen barbare, cruel, mais légal, de faire avouer le prétendu délinquant ; on signale également certains breuvages de justice, mais leur formule ne nous sont pas parvenues ou tout au moins tellement déformées que nous avons peine à croire qu'elles ont pu être appliquées.

Au temps de François-Eugène Vidocq et du bon M. Claude, on e surpris un peu le prévenu ». A cet effet, après quelques jours du régime alimentaire des prisons, un mouchard comme par hasard, faisait manger le délinquant avec lui et à la même table, il lui offrait un boeuf gros sel, le classique kil de pinard, une petite rincte, une pincée de tabac ; à la suite de ce relatif bon repas, dans le bien-être que procure la réplétion stomacale, il arrivait quelquefois que « le client » se mettait à « causer à table » d'où l'expression argotique « se mettre à table ». Ce procédé pour inélegant qu'il soit n'était pas bien méchant par lui-même.

Nous concevons qu'avec l'élevation des prix du boeuf, du vin, du tabac et de la gnole, la justice modifie ses procédés de détection de la vérité. Les produits chimiques sont meilleur marché, leur action plus rapide et plus certaine.

« Quelques années avant la drôle de guerre, au cours d'un procès retentissant

« au pays des libertés humaines », les staliniens, toujours en tête du progrès, appliquèrent le premier « jus de vérité », et les reporters qui furent admis à l'audience remarquèrent que tous les accusés avaient la face pâle et couverte de sueur, l'œil fixe, la pupille dilatée, ils avaient été un peu « manipulés » avant de paraître devant la basse-cour qui devait procéder par leur interrogatoire et rendre le jugement ; tous les témoins furent unanimes pour écrire qu'aucun accusé n'opposa la moindre dénégation (au contraire) aux accusations portées contre lui. Il avait plutôt tendance à se charger lui-même ; on lui suggérait une action quelconque par une phrase et le sujet « broyait » sur cette phrase, et tous furent condamnés et exécutés selon les bons principes d'une justice égalitaire et démocratique.

« Le jus de vérité » était alors le sulfate de Mescaline, sel d'un des alcaloïdes extraits d'une cactacée originaire du Mexique, Anhalonium Lewini, dit Peyotl.

Les propriétés étranges de cette plante sont depuis longtemps connues des Indiens qui, précieusement pour oublier leur triste et douloureuse condition, en faisaient et en font encore un masticatoire (comme le betel), ou une infusion, le « Mescal ».

Sous l'influence du toxique, ils voient les choses les plus vulgaires prendre des tons de féerie, ils croient leur rêve, et cela tout en travaillant ou en accomplissant les besognes les plus pénibles et les plus répugnantes ; ce sont des rêveurs éveillés, qui voient et sentent leurs désirs prendre corps.

Le peyotl contient plusieurs alcaloïdes qui, étant isolés, ont chacun une action spécifique (comme les alcaloïdes de l'opium dont sept sont parfaitement connus).

Celui qui a été reconnu comme le plus apte à faire un « jus de vérité » porte le nom de Mescaline (de mescal)... On a fait mieux depuis, car la mescaline laissait apparaître un peu trop nettement que les sujets étaient « drogués » ou n'étaient pas dans « leur état normal ».

Nous ouvrons ici une légère parenthèse. Le peyotl à l'état de plante, a été haché, mis en cigarettes et vendu dans la pauvre et vertueuse Amérique sous le nom de « Marijuana ». Sous cette forme il a fait une courte apparition en France en 1938, la jeunesse étudiante féminine fut un des meilleurs agents de diffusion du toxique dispensateur de rêve ; les hostilités mirent fin à cette intoxication collective (c'est le seul bénéfice que nous tirions des hostilités).

QUELLE EST LA COMPOSITION ACTUELLE DU PRETENDU SÉRUM DE VÉRITÉ ?

Nous devons vous dire ce qu'est, chimiquement parlant, le produit actif qui constitue le prétendu sérum de vérité.

Le nom commercialisé est le Pantothal, c'est un composé absolument artificiel (synthétique), dérivé de l'acide barbiturique ou manolyurée, ce dernier corps n'a, par lui-même, aucune action et, même absorbé à fortes doses, il ne provoque aucun trouble, il n'a aucune activité physiologique que si on lui substitue des groupements hydrogènes et il est alors moins actif que le diéthyl-manolyurée ; en introduisant un groupe phényle, le pouvoir soporifique augmente ; on a ainsi la phényl-éthylmanolyurée ou gardénal, qui a une action presque spécifique dans l'épilepsie (mal comitial, haut mal, etc.).

A l'heure actuelle, l'arsenal thérapeutique possède une vingtaine de séries dérivées barbituriques, et la liste s'allonge chaque jour. Quelques-uns tel l'opéon ou acide N-méthylcyclohexenylméthyl-barbiturique, peu soluble dans l'eau, mais dont le sel sodique est soluble dans moins de 10 % d'eau, son illustre confrère en barbiturisme, le Pantothal, est dans le même cas, ils servent à l'anesthésie générale, par voie endo-veineuse ou pour préparer l'anesthésie générale par l'éther, le chloroforme, le chlorure d'éthyle, le mélange de Schleich, etc...

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de cet exposé un peu rébarbatif, mais à notre avis, il était nécessaire, afin de bien faire comprendre que ce faux sérum de vérité n'a absolument rien de mystérieux et qu'il est tout bonnement un simple anesthésique qui laisse « au début » du réveil un état de semi-inconscience comparable à celui d'une ivresse éthylrique commode.

C'est du reste en comptant sur cet état euphorique d'ivresse commode que nos bons amis les capitalistes ont intitulé les fameux « déjeuners d'affaires » destinés à faire naître chez le « client » un état d'esprit spécial qui lui fera lâcher le « secret » d'une affaire ou donner la bonne signature.

Pour une fois nous sommes de l'avis du corps des avocats qui s'élève contre l'emploi du prétendu sérum de vérité qui constitue, disent-ils, « une incursion forcée dans la personnalité de l'inculpé » et dont l'action a été justement qualifiée de « cambriolage mental avec effraction ». Nous sommes surpris qu'après le rejet pur et simple de l'autorisation légale de l'emploi dudit faux sérum de vérité, certains juges d'instruction se croient autorisés à proposer cette épreuve à un prévenu. Si l'accusé refuse, son refus peut faire naître dans l'esprit du juge ou des jurés, l'idée d'une culpabilité presque probable ; le magistrat, par la suite, jugé avec une certaine partialité qui sera loin de la prétendue sérénité de la justice. Que ceux qui sont chargés de faire respecter les lois commencent eux-mêmes à leur accorder l'obéissance la plus servile et la plus passive.

P. HUCHADIER.

UNE BONNE NOUVELLE

Notre camarade Charles d'Array est de retour à la Butte ; un nouveau caharet va s'ouvrir à « Chez le Vieux » à la Bonquet de Montmarin, angle rue des Abbesses et rue Ravignan.

Nous vous donnerons prochainement la date d'ouverture de tous, nous nous entendons la chanson, le traité chanson !

Parmi les réalisations libertaires

LES TRAMWAYS DE BARCELONE (V)

Les idées nouvelles, les initiatives étaient également proposées par les ingénieurs, qui, s'ils n'étaient pas des chefs, n'étaient pas non plus des subordonnés, mais des camarades travaillant avec des camarades qui voyaient, au delà de la technique, le but social de l'œuvre en soi et sa répercussion générale.

Il ne faut donc pas s'étonner de la conduite exemplaire des travailleurs, de leur effort soutenu, de la morale dont ils ont fait preuve. Dans cette tâche commune, chacun était une partie active, intéressée, peu ou beaucoup, mais toujours et directement, à la marche, au développement, de cette entreprise, pour l'organisation des ateliers, le soin des outils, le rendement du travail, individuel, et le succès de l'œuvre commune. Chacun était pris dans l'activité solidaire qui mobilisait les consciences autant que les efforts.

De bas en haut, et de haut en bas, le sens de la responsabilité avait remplacé la discipline administrative et l'obligation hiérarchisée.

et s'enchevêtrant dans un fouillis inextricable. Le secrétaire du syndicat imposa la simplification : « Nous vous paierons un million et demi par an, d'un bloc — ou vous n'aurez rien », dit-il. La simplification fut acceptée.

Rien de dangereux du côté gouvernemental, centraliste ou fédéral, qui sachant bien ne pas pouvoir organiser les moyens de locomotion contre les travailleurs, se gardèrent bien d'intervenir. Mais les Staliniens reçurent l'ordre de saboter aussi intensément que possible. Ils obéirent, en hommes disciplinés.

Éliminés du Comité de gestion dont ils s'efforçaient de freiner les travaux, ils employèrent d'autres méthodes, et firent preuve d'un machiavélisme qui vaut d'être retenu.

Ils réussirent d'abord à être la majorité dans un atelier de vingt-cinq travailleurs, où l'on fabriquait et fondait des pièces de rechange : pignons, coussinets, etc. Sans ces pièces qu'il fallait changer souvent, les tramways s'immobilisaient un à un. Ils ne refusaient pas de les faire, ils promettaient tout ce qu'on voulait. Mais un mois après la date fixée par un livraison, ils n'avaient encore pas tenue parole. Deux mois après, non plus. Ou les pièces ne correspondaient pas aux dimensions données. C'est en partie pour échapper à leur sabotage que fut organisé le four électrique de l'atelier central.

Une autre manœuvre fut l'opposition faite par une des deux compagnies d'autobus où ils avaient réussi à constituer une majorité

factice. Les employés des tramways devaient payer le voyage quand ils prenaient l'autobus, mais les employés de cette compagnie se refusaient à payer quand ils prenaient le tramway. Il fallut s'imposer.

Quand la monnaie manqua, les femmes des communistes présentaient aux receveurs des tramways des billets de vingt-cinq pesetas, qu'on ne pouvait changer. Les premiers temps, on laissa passer, mais quand on comprit qu'il s'agissait d'un complot, cela donna lieu à des incidents souvent désagréables. C'était ce que l'on cherchait pour jeter le discrédit.

Puis, on perfectionna les méthodes. La lutte contre Franco demeurait la préoccupation primordiale, qui s'imposait à tout le reste. Or, les communistes étaient arrivés à occuper des postes importants au ministère de la guerre. Et celui-ci avait droit de réquisition des machines pour la fabrication des explosifs et des munitions.

Les délégués communistes du ministère de la guerre exigèrent d'abord, sous prétexte qu'ils étaient nécessaires pour la fabrication d'explosifs, la remise des produits chimiques employés pour la soudure des rails. Nos camarades s'exécutèrent, mais achetèrent les appareils électrodes, et la manœuvre, qui aurait pu paralyser rapidement le trafic — car les ruptures de rails et leur réparation sont fréquentes — fut déjouée. Les produits chimiques pouraient dans un magasin.

Mais quelque temps après, munis d'un ordre du ministère de la Guerre, des officiers communistes se

présentèrent, avec des camions et des soldats, pour enlever les meilleures machines, dont le tour américain, unique à Barcelone. Nos camarades durent s'y opposer, arme au poing. Puis, comme les Staliniens, toujours au nom du ministère de la Guerre, revenaient à la charge, ils offrirent de travailler, toujours gratuitement, un grand nombre d'heures, en faisant, sur les machines qu'ils possédaient, ce qu'on leur demanderait. Ce fut inutile. On voulait les machines, pour enrayer la socialisation.

Il fallut finir par remettre une fraiseuse universelle contre deux fraiseuses inférieures. Mais cet échange permit de faire une constatation intéressante. Un de nos camarades, délégué par le syndicat, fut autorisé à aller choisir les fraiseuses. Il les trouva dans un dépôt clandestin situé dans le quartier de Sarrià, au milieu d'environ quatre-vingts autres fraiseuses, d'une centaine de tours, de trente à quarante rectificatrices.

Que faisaient là ces machines, si nécessaires pour fabriquer des armes et des munitions dont les combattants avaient tant besoin ? Mystère. Sans doute Staline avait-il donné l'ordre de ne les sortir qu'au moment où ses agents seraient maîtres de la situation. Cela ne s'était pas produit, les machines aidèrent, par la suite, à l'établissement de l'économie fasciste.

Staliniens et Franquistes se sont ainsi rejoints dans leur haine de la socialisation vraiment prolétarienne. (FIN)

Gaston LIEVAL.

présentèrent, avec des camions et des soldats, pour enlever les meilleures machines, dont le tour américain, unique à Barcelone. Nos camarades durent s'y opposer, arme au poing. Puis, comme les Staliniens, toujours au nom du ministère de la Guerre, revenaient à la charge, ils offrirent de travailler, toujours gratuitement, un grand nombre d'heures, en faisant, sur les machines qu'ils possédaient, ce qu'on leur demanderait. Ce fut inutile. On voulait les machines, pour enrayer la socialisation.

Il fallut finir par remettre une fraiseuse universelle contre deux fraiseuses inférieures. Mais cet échange permit de faire une constatation intéressante. Un de nos camarades, délégué par le syndicat, fut autorisé à aller choisir les fraiseuses. Il les trouva dans un dépôt clandestin situé dans le quartier de Sarrià, au milieu d'environ quatre-vingts autres fraiseuses, d'une centaine de tours, de trente à quarante rectificatrices.

Que faisaient là ces machines, si nécessaires pour fabriquer des armes et des munitions dont les combattants avaient tant besoin ? Mystère. Sans doute Staline avait-il donné l'ordre de ne les sortir qu'au moment où ses agents seraient maîtres de la situation. Cela ne s'était pas produit, les machines aidèrent, par la suite, à l'établissement de l'économie fasciste.

Staliniens et Franquistes se sont ainsi rejoints dans leur haine de la socialisation vraiment prolétarienne. (FIN)

Gaston LIEVAL.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Les Conventions collectives

L'Union des syndicats C. G. T.-Kominform de la région parisienne vient de diffuser un tract — un vrai journal — dans les usines et entreprises placées sous son contrôle. Ce « document » appelle les syndicats à la lutte pour que satisfaction soit donnée aux revendications (!) élaborées par le C. C. N. du 12 janvier dernier — ne pas le faire eût été une hérésie et sanctionné comme telle — mais qu'écrase, par la place qu'elle occupe, une nouvelle revendication : LA DEMANDE DE DISCUSSION IMMEDIATE DES CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES. Et le tract de déclarer — pour détourner l'attention ouvrière de l'angoissant problème des salaires et des prix que le parti communiste français et sa filiale syndicale dénoncent sans vouloir ni pouvoir y apporter de solution effective — que la discussion immédiate des conventions collectives c'est pour les salariés « une majoration considérable des salaires » (allant jusqu'à 50 p. cent, ose-t-il affirmer), « une amélioration des conditions de travail », « un relèvement de l'échelle hiérarchique ».

En même temps, Delamare — le statisticien officiel de la C. G. T. Wall Street — déclare dans « Force Ouvrière », organe également officiel, mais confidentiel du mouvement : « A la C. G. T. F. O. nous avons présenté le retour aux conventions collectives nationales par industrie, nous estimons que c'est le corollaire à la liberté des prix. Mais ce retour aux accords CONTRACTUELS (!) n'est possible et applicable qu'après une remise en ordre des salaires » (27-1-49).

Deux beaux abus de confiance en ces deux ordres du jour des partis syndicaux, puisqu'en vertu de la loi du 23 décembre 1946, modifiant celle de 1936, les salaires sont en dernier ressort fixés par l'Etat (art. 31-0). Ce n'est donc pas parce que les conventions collectives seraient signées « après revalorisation des salaires », comme l'écrit

Les partis syndicaux font, des lois fascistes sur les conventions collectives, leur tarte à la crème. Aux vrais syndicalistes de déjouer leur plan et de faire prévaloir les solutions révolutionnaires.

Delamare, que le pouvoir d'achat s'en trouverait stabilisé pour cela (2). Demandez donc aux gars du Livre ce que leur a apporté la signature de leur convention collective nationale, vous qui croyez encore en la vertu de ces conventions ? Rien. Pas même la reconnaissance des avantages acquis depuis la libération. Quant aux salariés, motus !

Quelle serait la réaction des travailleurs suivant F. O. ou la C.G.T. s'ils avaient la curiosité de lire l'article 31-D de cette même loi, déclarant que le texte de la Convention, POUR ETRE VALABLE, doit être soumis à l'agrément du ministre du Travail QUI PEUT EN MODIFIER A SON GRE LES DISPOSITIONS ?

Quelle serait celle des militants sincèrement épris de liberté s'ils savaient que SEULES LES ORGANISATIONS LES PLUS REPRESENTATIVES sont habilitées à discuter des conditions d'embauchages, licenciements, classifications professionnelles, du calcul des primes, etc. ? (art. 31-M). Qui détermine cette représentativité ? Qu'est-ce que la représentativité ?

Note comique : dans l'art. 31-J il est spécifié que le paiement, par un patron, de salaires insuffisants ou indus serait passible d'une amende. Amende au bénéfice de l'Etat ! Quant au patron qui voudrait payer davantage que ne le dit la convention, amendé à lui aussi. CAR IL NE FAUT A AUCUN PRIX VOIR REVENIR LA CONCURRENCE DE LA MAIN-D'OEUVRE, concurrence risquant de jeter le trouble dans les grosses industries habituées à percevoir un profit déterminé sur le travail.

« Le retour aux conventions collectives est plus urgent que les limitations du droit de grève » titre pompeusement Jacques Arnel dans COMBAT (9-11-48). Quelle duperie, quelle tartuferie lorsque l'on sait, lorsque l'on sent ce que sont en fait, ce qu'apportent les Conventions collectives !

Et bien ! c'est entendu, répondront les ministres intéressés, plus ques-

tion de la hiérarchie professionnelle ; les salaires maxima moyens.

Ce dernier qualificatif est d'ailleurs à lui seul tout un programme. UNE BELLE ESCROQUERIE, comme le signalait notre camarade Joliot, lors d'une discussion entre militants, PUISQU'EN SUIVANT A LA LETTRE LE TEXTE LEGAL, UN PATRON NE PEUT AUGMENTER PIERRE SANS DIMINUER PAUL. Superbe position de repli pour le patron assiéger par des ouvriers réclamant une augmentation de salaire.

Pouget, Morheim et Griffuelhes, de 1900 à 1914, d'autres avec eux, dénoncèrent à l'époque, AU NOM DE LA C.G.T., comme moyens « d'enlever le syndicalisme et d'étrangler le droit de grève » ; le contrat collectif de travail, l'arbitrage obligatoire, la participation aux bénéfices. Ces attaques visaient le mouvement jaune d'alors, à la solde des gouvernements férocement anti-collectivistes. Aujourd'hui le programme des défunts jaunes est celui de la C.G.T. Kominform, de la C.G.T. Wall Street ; la C.G.T. Vatican, des diverses autres centrales réformistes. Avec des nuances dans le détail.

Tous les partis syndicaux réclament un retour aux conventions collectives modèle 1936 modifié 1946. Seule la C.N.T. et le Cartel national d'Unité d'Action syndicaliste, qui se refusent à juguler davantage le mouvement syndical, protestent contre l'application possible de CES LOIS FASCISTES et troublent l'euphorie des centrales politiques. C'est une nouvelle preuve de leur sérieux et de leur volonté révolutionnaire.

J. BOUCHER.

- (1) C'est nous qui soulignons.
- (2) Disons également à Delamare ou autre Frachon, s'ils l'ignorent, que quel que soit le mode de fixation des salaires (par accord direct entre délégués patrons et ouvriers lors d'une grève à l'échelon national ou par la signature de conventions collectives nationales) jamais les salaires parisiens ou des grandes villes ne sont octroyés aux ouvriers des petites et moyennes villes. L'écart est parfois de 50 p. cent (réel celui-là).

A L'ÉLECTRICITÉ ET GAZ DE FRANCE

Par décret n° 48-2036 du 30 décembre 1948, fixant les conditions des élections des membres des Conseils d'Administration des Caisse Mutuelles Complémentaires instituées en application de l'article 23 (paragr. 5) du Statut National du Personnel des Industries Electriques et Gazières, approuvé par le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946, le président du Conseil des Ministres, en l'occurrence le très radical, Henri Queuille, sur le rapport du ministre du Travail et de la Sécurité Sociale et du ministre de l'Industrie et du Commerce, et compte tenu (Out 1) des quotas attendus — dont je fais grâce au lecteur — a décrété que : « Dans un délai de trois mois à compter de la publication (Journal Officiel du 4 janvier 1949, page 224) du présent décret, il sera procédé, nonobstant toutes dispositions contraires des statuts, au renouvellement des Conseils d'Administration des Caisse Mutuelles Complémentaires, en conformité des dispositions de l'article 1er ». Article qui rappelle que les membres des Conseils d'Administration des Caisse Mutuelles Complémentaires sont désignés par voie d'élection à la représentation proportionnelle suivant la méthode dite de la plus forte moyenne.

Et, lorsque l'on sait que les dites caisses mutuelles complémentaires, instituées sur le plan et dans le cadre de chaque exploitation sont contrôlées par le « Poliburo Marcel Paul », nous pensons qu'il serait utile d'insister auprès de nos camarades des minorités ou inorganisés d'après le syndicalisme des F. Pelloutier, des Griffuelhes, de Pouget, afin que TOUS, cégétistes et autres, nous nous retrouvions fraternellement unis sur des listes du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste.

Pour l'Unité d'Action, contre les politiques du syndicalisme, contre les désagréments du mouvement ouvrier, SYNDICALISTES-REVOLUTIONNAIRES, au travail !

F. DUFOUR.

POUR LE LIBERTAIRE

Liste des souscriptions du 1^{er} au 31 janvier 1949 : Weststadler, 300; Salom, 100; Trotskiste, 38; Hardy, 45; P. T., Paris, 30; Chèques, 310; X..., 15; Bonnet, 15; An..., 20; Mida, 200; Bate, 50; Rouens, 175; Amant, 100; Ader, 100; Tino, 100; Leblanc, Fouquieres, 170; R. C., 50; Lesire, 20; Joseph, 100; Moser, 30; Fabry, 100; Prats, 100; X..., 18; Un espoir, 20; Girard, 100; X..., 40; Groupe de Saint-Ouen, 165; P. Lamin, 50; Wauters, 48; Bord, 100; X..., 40; Caral, 20; Groupe St-Ouen, 50; Huet, 100; Chrysostome, 100; Damade, 40; J. Moreau, 25; Davens, 75; Burot, 100; Groupe Erment, 400; Maillard, 85; Petit, 50; Chevillat, 30; Cros, 40; Olivier, 100; An..., 10; Carouzeau, 50; Militant X., 25; Maira, 100; Solère, 100; Robert Georges, 30; Troussienne, 100; G. M. Bruxelles, 150; Gina, 100; Groupe de Colombes, 340; Un camarade, 58; Rotes, 50; Bonnet, 150; Legros, 10; Roux, 40; Vincent, 50; Mattel, 13; R. Lefranc, 100; Vaillant, 100; Jago, 200; Gellier, 50; A. Jean, 100; Marco, 50; Alta, 90; Savio, 295; Monod, 20; Liberté, 200; Un Espagnol d'Ivry, 100; Odile, 100; Gracia, 50; An..., 29; 150; Le Texier, 50; Bouhès, 50; Nassi Santi, 250; X..., 100; Paul Louis, 50; Delort, 300; Houdeville R., 100; Saunier, 200; Benoit, 100; Berthonne, 70; Groupe Lyon L. T., 785; Groupe Nice, 2.050; Vipera, 250; Bonin, 100; P. L., 100; Guisquière, 25; Berthel, 300; Cohen Scall, 100; Groupe Lille, 500; François Ray, 100; Groupe Clairville, 150; Groupe Alençon, 448; Le Roux, 200; Joly, 200; Guisquière, 25; Gernou, 70; Vinegra, 75; Grenier F., 1.231; Ceschia, 300; Lefevre, 50; Dulna, 60; Dargon, 10; Fournier, 300; Boudou, 150; Roche, 100; Peller T., 20; André, 30; Lefranc, 60; Guinard 20; Chapalain 40; Scarceira, 2.291; Jolo, 150; Durand E., 140; Nedelec, X..., 10; Vagalm, 20; P. Lavin, 50; Everbecq, 20; Liberté, 200; Un Espagnol d'Ivry, 100; Robin, 30; Maes, 60; Bailly, 10; An..., 100; An..., 10; J. Moreau, 25; Courtemies, 90; Vadrot, 50; Constantin, 1.000; Groupe de Montreuil, 300.

Etudes anarchistes

LE N° 2 PARAITRA IMPRIME

- Vous y trouverez :
- Introduction.
 - Aspects personnels et communautaires de l'Anarchie (SAVOY).
 - Possibilisme, Nihilisme, Anarchisme (R. MICHEL).
 - Anarchisme de Conseils et Tendances (FONTAINE).
 - L'Anarchisme aux U.S.A. (SAVOY).
 - A propos de la Révolution Espagnole (Réponse à A. PRUNIER), (Gaston LEVAL).
 - Les minorités agissantes (PARANE).
 - Utopiques, Scientifiques et Libertaires (PRUNIER).
- Le numéro :
France et Colonies	40 fr.
Etranger	50 fr.
Abonnement par 5 numéros :	
France et Colonies	175 fr.
Etranger	200 fr.
Abonnement par 10 numéros :	
France et Colonies	350 fr.
Etranger	400 fr.
- Commandes groupées, à partir de 5 (prix de l'exemplaire) 35
- Versements et commandes au C.C.P. 4785-45 Paris, Fontenay, 7, rue Fessart, Paris (19^e).
- L'actuel réservé au n° 1 de notre Bulletin nous a contraints à un second tirage. Que nos amis qui n'avaient pas reçu les exemplaires commandés par retour, veulent donc bien nous excuser de notre retard : le second tirage nous a permis de les satisfaire.
- Nous avons donc décidé de faire imprimer le second numéro, ce qui permettra une présentation meilleure encore et un tirage plus important.
- Nous demandons à chaque militant de s'abonner, de faire autour de lui des abonnés, d'inviter son groupe à nous adresser des commandes groupées.
- Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de l'erreur contenue dans notre précédent communiqué et concernant le n° de chèques postaux. Cela aura causé quelque retard dans le courrier et probablement quelques retours de mandats aux expéditeurs. Nous prions nos correspondants de réexpédier leurs mandats avec le numéro exact donné ci-dessus.
- Nous demandons également de préciser au dos du mandat s'il s'agit du règlement d'une COMMANDE ou d'un ABONNEMENT (dans les cas de 5 ou 10 numéros, la confusion s'est déjà produite).
- Correspondance et rendez-vous : Etudes Anarchistes, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Des « Squatters » condamnés à Angers

Raymond BUGHIN, Roger SECHER et COUSIN, du Mouvement Populaire des Familles, viennent d'être condamnés à 3 jours de prison et 24.000 frs d'amende par la « justice » d'Angers. Le crime de ces militants ouvriers est d'avoir réglé les sans-logis sans avoir pris l'avis des maires et des préfets, par l'action « squatters », par l'action directe.

BUGHIN doit repasser en correctionnelle, d'autres plaintes ayant été déposées contre lui. Nous ne savons pas si ces plaintes proviennent de trafiquants « tabou », mais nous savons que

la justice de classe n'étant pas à une contradiction près, le cas n'est pas impossible.

Il faut aider BUGHIN et ses camarades en exigeant :

- l'arrêt des expulsions sans relèvement préalable;
- la modification de l'ordonnance pour rendre les réquisitions opérantes;
- l'arrêt de toutes les actions de justice contre les « squatters »;
- l'amnistie des condamnations prononcées contre eux;
- la suppression des réitérés et des contraintes.

A propos de l'Unité Syndicale L'UNITÉ A LA BASE

Une explication de l'abstention d'élites syndicalistes révolutionnaires à la Conférence Nationale d'Unité qui s'est tenue rue Scribe nous a été fournie par Adrien dans le dernier numéro de l'Action Sociale. Que nous dit Adrien ? A peu près ceci, et je m'excuse de ne pas le citer textuellement car je n'ai pas le numéro sous la main : L'Unité, pour devenir effective, doit se reconstituer à la base, il faut créer dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux, ce sentiment de la nécessité de l'unité, et ce sont ces sentiments d'unité, lorsque nous les aurons réveillés, qui permettront de reconstruire une organisation syndicale unifiée, ou — car Adrien ne précise pas — de reconquérir les différents centres politiques et d'obliger les politiciens qui les tiennent présentement sous leur coupe, de céder à la volonté d'unification des travailleurs. Or, dit-il, vous êtes en train de reconstruire un organisme sans troupe, un organisme qui peut à la rigueur réunir des « syndicalistes », mais qui n'est pas susceptible, dans l'état actuel du monde ouvrier, d'intéresser, d'être compris, approuvé par les « syndiqués ».

Il y a dans cet article des choses excellentes; pour ma part, je ne les trouve pas incompatibles avec le Cartel d'Unité Syndicaliste, mais il en est d'autres plus discutables.

Le sentiment de la nécessité de l'unité à la base existe réellement dans les différents milieux ouvriers qui s'opposent. Il ne s'agit pas tant de le développer, mais bien plutôt de l'orienter, de le rendre réalisable, ou tout au moins de donner aux travailleurs qui le ressentent, l'IMPRESSION QU'IL EST REALISABLE. Ce sentiment d'unité existe tellement, que les stalinien l'exploitent à fond, mais les conditions dans lesquelles se sont produites les différentes scissions ont été telles, que le cégétiste qui, par discipline, répète indéfiniment cette formule, qui répond à ses sentiments intimes : unité, unité... sent obscurément qu'elle n'est possible que si quelque chose change, « il ne sait pas trop quoi », dans le mouvement syndical.

Ce sentiment d'unité, s'il est exploité, sans qu'on puisse le caractériser par quelque chose de pratique, de tangible, d'existant, tournera fatalement en faveur de la C.G.T., organisme qui a l'immense avantage d'exister et l'habileté de l'identifier au désir d'unité des travailleurs.

Et c'est là que s'avère l'utilité du Cartel d'Unité Syndicaliste. Oui ! il faut travailler à la base. Oui ! il faut non pas créer, puisqu'il existe, mais orienter le courant d'unité. Or, le Cartel et son programme sont les éléments nouveaux, qu'obscurément, pour les « syndiqués » recherche pour se persuader de la possibilité de réaliser son désir. La tâche primordiale, la seule réelle, la seule pratique, consiste à convaincre les travailleurs que la plate-forme du Cartel peut rendre possible l'unification syndicale. L'on voit par là que la création du Cartel, et, par son programme et par l'exemple vivant qu'il représente, était l'outil indispensable pour pénétrer dans la masse des syndiqués préoccupés par le problème de l'unité syndicale.

Mais il est autre chose à examiner sérieusement. Nous ne croyons pas, nous l'avons déjà dit, à la possibilité, pour les minorités, de reconquérir l'appareil syndical, à plus forte raison de reconquérir, simultanément, les différents centres syndicaux, de manière à obliger les honzes à céder devant le sentiment général. D'ailleurs, si ces minorités réussissaient cette reconquête, nous sommes certains que ce sont ces honzes devenus minoritaires qui, à leur tour, recréeraient de nouvelles centrales, et cela pour obéir aux ordres des politiciens, leurs maîtres.

Nous ne voulons plus de recollage syn-

A ROYALLIEU Images de la « glorieuse » armée française

Dans le sinistre camp de Royallieu déjà connu par une petite « tombola-scandale-bouste », brimades et humiliations de toutes sortes, sont le passe-temps favori de MM. les galonnards qui, racistes comme il se doit, s'acharnent particulièrement sur les arabes. Jours de consigne, de prison pleuvent pour un oui, pour un non et rien n'est négligé pour humilier, abrutir, dépersonnaliser au maximum le malheureux 2^e classe.

Situé entre l'Oise et la forêt, le camp est extrêmement humide. Cela ne gêne nullement ces « messieurs », chaudement vêtus et munis de « duvet », mais crèvent littéralement les sentinelles.

Il est impossible de dormir au poste de police, cagibi situé en plein vent et non chauffé, surtout que les paillasses grouillent de vermine ! C'est dans ce poste que sont enfermés les « talars » qui n'ont droit qu'à une couverture et souffrent terriblement du froid et sont dévorés par les punaises.

Quant à la nourriture autant ne pas en parler. Là comme ailleurs, l'officier d'ordinaire se remplit les poches au détriment des soldats et l'infirmier est plein de malades qui, presque tous, ont des furoncles.

Voilà, prise entre mille, une image de la « glorieuse armée française » !

PARIS-CLE
28, RUE SERPENTE
JEUDI 3 FEVRIER
LE PROUDHONISME DANS LA III INTERNATIONAL ET LA COMMUNE.
Orateur : Michel Collinet.
JEUDI 10 FEVRIER
POUR OU CONTRE L'ETAT MONDIAL avec la participation d'amis de Garry Davis.

REVUE de la PRESSE syndicale

Les honzes réformistes essaient d'expliquer, dans leur journal, Force Ouvrière, les raisons qui les poussent il y a un an, au cours de leur Congrès, de décider leurs adhésions à la F.S.M.

C'est parce qu'il ne peut se passer de liens internationaux que notre centrale Force Ouvrière, lors de la tenue de son Congrès constitutif, avait décidé son adhésion à la Fédération syndicale mondiale.

Depuis près d'un an celle-ci s'était avérée impuissante à formuler une réponse à notre demande. Aussi impuissante en cela qu'elle l'a été sur des problèmes beaucoup plus vastes et, disons le modestement, autrement cruciaux pour les intérêts des travailleurs du monde.

Il fallait que ces gens soient, ou bien naïfs, ou bien intéressés par le prestige international à pour ne pas décerner il y a un an ce qui leur paraît une évidence aujourd'hui.

Le P.T.T. Syndicaliste, organe des postiers F. O., publie une étude consacrée au Syndicat des Consommateurs Intellectuels, organisme susceptible de réunir les travailleurs intellectuels au lendemain d'une transformation sociale. En voici extraits quelques réflexions judicieuses dont chacun peut faire son profit.

Pour que l'efficacité du syndicat soit réelle, il faudra éviter d'une part que la discussion au sein des assemblées ne dégénère en parole sans intérêt, que le niveau intellectuel tombe trop bas et, d'autre part, que les savants et les techniciens en deviennent les maîtres et créent ainsi une nouvelle académie, source d'orthodoxie, qui revendiquerait au nom de l'Intelligence et de la Science la conduite de la nouvelle société ! L'organisation devra donc être conçue de façon à éviter ces deux dangers. Celle déjà préconisée pour les autres syndicats de consommateurs communaux, régionaux et nationaux doit permettre de maintenir la prédominance de la base.

Depuis un an le crypto-communiste Leleup a fait du chemin. Complètement stalinisé il exalte sa rancœur en des termes que ne désavouerait pas son complice Frachon.

La vérité est là. Les capitalistes étaient gênés par l'existence d'une organisation mondiale aussi forte, dont l'autorité augmentait chaque jour et qui pouvait, avec efficacité, se mettre au travers de leurs projets. Il fallait la détruire. Ils ont trouvé, au sein même de l'organisation, des hommes pour cela : Dakin, président de la F.S.M. et membre influent du Z.U.

C. N. T.

28, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX^e. Permanence tous les jours, de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

Au mois de février, à Nîmes, se tiendra le Congrès Constitutif de la 5^e U. R. Le camarade Perrier, d'Aymargues, a reçu mandat de la C. A. Confédérée pour mener cette tâche à bien. En conséquence, les syndicats et les sections syndicales des départements de l'Aveyron, de la Lozère, et Gard et de l'Hérault sont priés de répondre à la circulaire qui leur sera adressée prochainement et de prendre toutes dispositions pour la réussite du Congrès.

Demande de nouvelles de la part de Mischert au sujet de Valentin Gabriel au souvenir des années 1929 à 1932. Ecrire à Abel Mischert, rue Rouget-de-Lisle, La Rochelle.

Le Dieu des chrétiens est un père qui fait grand cas de ses pommes et fort peu de ses enfants.
DENIS DIDROT.